

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2020 voor zover een eensluidend decreet aangenomen door het Waals Parlement ook op die datum in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1355 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 3 mei 2019.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203413]

### 6 MAI 2019. — Décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'aménagement du territoire et de certaines matières connexes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La Communauté germanophone, sur le territoire de la région de langue allemande, exerce toutes les compétences de la Région wallonne :

1° dans la matière de l'aménagement du territoire, visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1° à 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ci-après dénommée « la loi spéciale »;

2° dans la matière du régime juridique de la voirie terrestre, visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, X, 2°*bis*, de la loi spéciale, limitée à la voirie communale;

3° dans la matière de l'expropriation pour cause d'utilité publique visée à l'article 6*quater* de la loi spéciale.

Le Parlement et le Gouvernement de la Communauté germanophone exercent les compétences de la Région wallonne qui se rapportent aux matières visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 2.** Le transfert de l'exercice des matières visées à l'article 1<sup>er</sup> se réalise sans transfert de biens.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. En vue de l'exercice des compétences visées à l'article 1<sup>er</sup>, des membres du personnel de la Direction extérieure d'Eupen de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie (DGO4) du Service public de Wallonie peuvent être transférés, à leur demande, à la Communauté germanophone par arrêté du Gouvernement wallon pris sur avis conforme du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Parmi les membres du personnel qui sont dans une situation statutaire, seuls ceux qui remplissent la condition visée à l'article 69, § 2, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone peuvent être transférés.

§ 2. Le Gouvernement est habilité à réaliser le transfert des membres du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Relativement au transfert de l'exercice des compétences visées à l'article 1<sup>er</sup>, une dotation annuelle, inscrite au budget de la Région wallonne dès l'année 2020, est octroyée à la Communauté germanophone.

§ 2. Le montant de base de la dotation annuelle visée au paragraphe 1<sup>er</sup> correspond à 1.480.751,13 euros.

Une adaptation du montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> sera fixée par le Gouvernement afin de tenir compte du coût réel des rétributions des membres du personnel qui seront effectivement transférés à la Communauté germanophone en application de l'article 3.

§ 3. À partir de l'année budgétaire 2021, le montant attribué pour l'année budgétaire précédente est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation de l'année budgétaire concernée et à 55 % de la croissance réelle du produit intérieur brut de l'année budgétaire concernée conformément aux modalités visées à l'article 33, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

§ 4. La dotation est versée au plus tard le premier jour ouvrable du mois de mai de l'année concernée.

§ 5. En cas de dépassement du délai fixé au paragraphe 4 et après notification de cette situation à la Région wallonne, la Communauté germanophone a le droit de contracter un emprunt auprès d'un organisme de crédit préalablement désigné de l'accord de la Région wallonne.

Cet emprunt bénéficie de plein droit de la garantie de la Région wallonne. Le régime financier de cet emprunt fait l'objet d'une convention générale préalablement conclue entre les Gouvernements et l'organisme de crédit concerné.

Le service financier de cet emprunt est directement à charge de la Région wallonne.

**Art. 5.** La Communauté germanophone succède aux droits et obligations de la Région wallonne relatifs aux matières visées à l'article 1<sup>er</sup>, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Toutefois, restent à charge de la Région wallonne les obligations afférentes à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré en vertu de l'article 3, contractées par elle avant la date de la prise d'effet des transferts.

En cas de litige, la Région wallonne ou la Communauté germanophone peut, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'hypothèse d'actes et travaux relatifs à un bien immobilier s'étendant sur au moins une commune située en région de langue française et au moins une commune située en région de langue allemande, seule la législation de la Région wallonne ou celle de la Communauté germanophone est, selon le cas et en fonction du critère de l'emprise au sol des actes et travaux, applicable.

§ 2. Si l'emprise au sol des actes et travaux est localisée exclusivement sur le territoire d'une seule commune, la législation applicable est identifiée comme suit :

1° lorsque la commune est située en région de langue française, la législation de la Région wallonne est exclusivement applicable;

2° lorsque la commune est située en région de langue allemande, la législation de la Communauté germanophone est exclusivement applicable.

Si l'emprise au sol des actes et travaux est localisée simultanément sur le territoire de plusieurs communes situées en régions linguistiques différentes, la législation applicable est identifiée comme suit :

1° lorsque plus de 50 % de l'emprise au sol des actes et travaux sont localisés sur une commune située en région de langue française, la législation de la Région wallonne est exclusivement applicable;

2° lorsque plus de 50 % de l'emprise au sol des actes et travaux sont localisés sur une commune située en région de langue allemande, la législation de la Communauté germanophone est exclusivement applicable.

§ 3. Un accord de coopération conclu entre la Région wallonne et la Communauté germanophone détermine :

1° ce qu'il faut entendre par emprise au sol au sens du présent article;

2° les conséquences des plans modificatifs déposés en cours d'instruction sur l'identification de la législation applicable;

3° les instances ou services à consulter lors de l'instruction des demandes de permis pour les cas visés par le présent article, ainsi que les modalités de la consultation.

**Art. 7.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour autant qu'un décret identique adopté par le Parlement de la Communauté germanophone entre également en vigueur à cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1353 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 mai 2019.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203413]

**6. MAI 2019 — Dekret über die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche durch die Deutschsprachige Gemeinschaft (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Die Deutschsprachige Gemeinschaft übt im deutschen Sprachgebiet alle Zuständigkeiten der Wallonischen Region aus:

1<sup>o</sup> in der in Artikel 6 § 1 I. Nummern 1 bis 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, hiernach "das Sondergesetz" genannt, erwähnten Angelegenheit Raumordnung;

2<sup>o</sup> in der in Artikel 6 § 1 X. Nummer 2bis des Sondergesetzes erwähnten Angelegenheit rechtliche Regelung der Landwege, begrenzt auf die Gemeindewege;

3<sup>o</sup> in der in Artikel 6<sup>quater</sup> des Sondergesetzes erwähnten Angelegenheit Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit.

Das Parlament und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft üben die Zuständigkeiten der Wallonischen Region aus, die mit der Angelegenheit zusammenhängen, auf die sich Absatz 1 bezieht.

**Art. 2** - Die Übertragung der Ausübung der Angelegenheiten, auf die sich Artikel 1 bezieht, erfolgt ohne Übertragung von Gütern.

**Art. 3** - § 1. Zur Ausübung der in Artikel 1 angeführten Angelegenheiten können Personalmitglieder der Außendirektion Eupen der Operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie (DGO4) des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auf ihren Antrag hin der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen werden; die Übertragung erfolgt durch Erlass der Wallonischen Regierung nach gleichlautendem Gutachten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Von den statutarischen Personalmitgliedern können nur jene übertragen werden, die die in Artikel 69 § 2 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft angeführte Bedingung erfüllen.

§ 2. Die Regierung wird ermächtigt, die Übertragung der in § 1 erwähnten Personalmitglieder vorzunehmen.

Diese Personalmitglieder werden in ihrem Dienstgrad oder einem gleichwertigen Dienstgrad und in ihrer Eigenschaft übertragen.

Sie behalten zumindest die Bezüge und das Dienstalter, das sie hatten oder erhalten hätten, wenn sie weiterhin in ihrem ursprünglichen Dienst die Funktion, die sie zum Zeitpunkt der Übertragung innehatten, ausgeübt hätten.

**Art. 4 - § 1.** Bezüglich der Übertragung der in Artikel 1 angeführten Angelegenheiten wird der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine ab dem Jahr 2020 im Haushalt der Wallonischen Region eingetragene jährliche Dotation gewährt.

§ 2. Der Grundbetrag der in § 1 erwähnten jährlichen Dotation entspricht einem Betrag von 1 480 751,13 Euro.

Eine Anpassung des in Absatz 1 erwähnten Betrags wird durch die Regierung festgelegt, um die realen Kosten der Bezüge der Personalmitglieder zu berücksichtigen, die in Anwendung von Artikel 3 tatsächlich der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen werden.

§ 3. Ab dem Haushaltsjahr 2021 wird der für das vorangegangene Haushaltsjahr zugewiesene Betrag jährlich gemäß den in Artikel 33 § 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen festgelegten Modalitäten der Schwankungsrate des durchschnittlichen Verbraucherpreisindex des betreffenden Haushaltsjahres und 55 % des realen Wachstums des Bruttoinlandprodukts des betreffenden Haushaltsjahres angeglichen.

§ 4. Die Dotation wird spätestens am ersten Werktag des Monats Mai des betreffenden Jahres überwiesen.

§ 5. Falls die in § 4 festgelegte Frist überschritten wird, ist die Deutschsprachige Gemeinschaft berechtigt, nach Mitteilung dieses Sachverhalts an die Wallonische Region ein Darlehen bei einem vorher im Einverständnis mit der Wallonischen Region benannten Kreditinstitut aufzunehmen.

Diese Anleihe wird von Rechts wegen durch die Wallonische Region garantiert. Der Finanzmodus dieser Anleihe ist Gegenstand eines allgemeinen Vertrages, der vorher zwischen den Regierungen und dem betreffenden Kreditinstitut geschlossen wird.

Der Schuldendienst dieser Anleihe geht direkt zulasten der Wallonischen Region.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft übernimmt die Rechte und Pflichten der Wallonischen Region, die sich auf die in Artikel 1 erwähnten Angelegenheiten beziehen, einschließlich der Rechte und Pflichten aus laufenden oder künftigen Gerichtsverfahren.

Es bleiben jedoch zulasten der Wallonischen Region die Verpflichtungen betreffend die Gehalts- und Funktionskosten des aufgrund von Artikel 3 übertragenen Personals, die sie vor dem Datum der Wirksamkeit der Übertragungen eingegangen ist.

Im Streitfall kann die Wallonische Region oder die Deutschsprachige Gemeinschaft je nach Fall in den Rechtsstreit eingreifen oder die Behörde, die ihr Nachfolger ist bzw. deren Nachfolger sie ist, zum Rechtsstreit heranziehen.

**Art. 5 - § 1.** In Fällen, in denen Handlungen und Arbeiten an einem unbeweglichen Gut stattfinden, das sich über mindestens eine Gemeinde des französischen Sprachgebiets und mindestens eine Gemeinde des deutschen Sprachgebiets erstreckt, ist ausschließlich die Gesetzgebung der Wallonischen Region oder die der Deutschsprachigen Gemeinschaft, je nach Fall und entsprechend dem Kriterium der Grundfläche, anwendbar.

§ 2. Wenn die Grundfläche der Handlungen und Arbeiten sich ausschließlich auf dem Gebiet einer Gemeinde befindet, wird die anwendbare Gesetzgebung wie folgt bestimmt:

1° wenn die Gemeinde sich im französischen Sprachgebiet befindet, ist ausschließlich die Gesetzgebung der Wallonischen Region anzuwenden;

2° wenn die Gemeinde sich im deutschen Sprachgebiet befindet, ist ausschließlich die Gesetzgebung der Deutschsprachigen Gemeinschaft anzuwenden;

Wenn die Grundfläche der Handlungen und Arbeiten sich gleichzeitig auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden in unterschiedlichen Sprachgebieten befindet, wird die anwendbare Gesetzgebung wie folgt bestimmt:

1° wenn mehr als 50 % der Grundfläche der Handlungen und Arbeiten in einer Gemeinde des französischen Sprachgebiets liegen, ist ausschließlich die Gesetzgebung der Wallonischen Region anzuwenden;

1° wenn mehr als 50 % der Grundfläche der Handlungen und Arbeiten in einer Gemeinde des deutschen Sprachgebiets liegen, ist ausschließlich die Gesetzgebung der Deutschsprachigen Gemeinschaft anzuwenden;

§ 3. Ein zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschlossenes Zusammenarbeitsabkommen bestimmt:

1° was unter Grundfläche im Sinne des vorliegenden Artikels zu verstehen ist;

2° die Vorgehensweise, falls sich die Hinterlegung von Änderungsplänen im Laufe der Behandlung auf die Bestimmung der anwendbaren Gesetzgebung auswirkt;

3° die Instanzen oder Dienststellen, deren Stellungnahme bei der Behandlung des Genehmigungsantrags im Fall des vorliegenden Artikels einzuholen ist, sowie die Modalitäten der Einholung dieser Stellungnahme.

**Art. 6** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2020 in Kraft, vorausgesetzt ein vom Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft verabschiedetes gleichlautendes Dekret tritt ebenfalls an diesem Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 2019

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,  
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung,

P.-Y. JÉHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz und Vertreter der Großregion,

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1353 (2018-2019) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 3. Mai 2019.

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203413]

**6 MEI 2019.** — Decreet betreffende de uitoefening, door de Duitstalige Gemeenschap, van de bevoegdheden van het Waals Gewest inzake ruimtelijke ordening en bepaalde aanverwante materies (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De Duitstalige Gemeenschap oefent, op het grondgebied van het Duitse taalgebied, alle bevoegdheden van het Waals Gewest uit :

1° voor de aangelegenheid 'ruimtelijke ordening', vermeld in artikel 6, § 1, I, 1° tot 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, hierna 'de bijzondere wet' genoemd;

2° voor de aangelegenheid 'juridisch stelsel van de landwegen', vermeld in artikel 6, § 1, X, 2bis, van de bijzonder wet, beperkt tot de gemeentewegen;

3° voor de aangelegenheid 'onteigening ten algemenen nutte' vermeld in artikel 6quater van de bijzondere wet.

De bevoegdheden van het Waals Gewest betreffende de aangelegenheden bedoeld in het eerste lid worden uitgeoefend door het Parlement en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

**Art. 2.** De overdracht van de uitoefening van de aangelegenheden bedoeld in artikel 1 geschiedt zonder goederenoverdracht.

**Art. 3.** § 1. Met het oog op de uitoefening van de aangelegenheden vermeld in artikel 1 kunnen personeelsleden van de externe directie Eupen van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie (DGO4) van de Waalse Overheidsdienst, op hun verzoek, overgedragen worden aan de Duitstalige Gemeenschap; die overdracht geschiedt bij besluit van de Waalse Regering, op eensluidend advies van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Statutaire personeelsleden kunnen alleen overgeheveld worden als ze voldoen aan de voorwaarde gesteld in artikel 69, § 2, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

§ 2 - De Waalse Regering wordt gemachtigd over te gaan tot de overdracht van de personeelsleden bedoeld in paragraaf 1.

De personeelsleden worden met hun graad of met een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid overgeplaatst.

Zij behouden minstens de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden of gehad zouden hebben als zij in hun dienst van herkomst verder de functie hadden uitgeoefend die zij bekleedden op het ogenblik van hun overplaatsing.

**Art. 4.** § 1. In verband met de overdracht van de uitoefening van de in artikel 1 bedoelde bevoegdheden wordt een jaarlijkse dotatie die vanaf het jaar 2020 op de begroting van het Waalse Gewest opgenomen wordt, aan de Duitstalige Gemeenschap toegekend.

§ 2 - Het basisbedrag van de jaarlijkse dotatie vermeld in paragraaf 1 stemt overeen met een bedrag van 1.480.751,13 euro.

Een aanpassing van het bedrag vermeld in het eerste lid wordt vastgelegd door de Regering om rekening te houden met de werkelijke kosten van de bezoldigingen van de personeelsleden die met toepassing van artikel 3 werkelijk aan de Duitstalige Gemeenschap worden overgedragen.

§ 3 - Vanaf het begrotingsjaar 2021 wordt het voor het vorige begrotingsjaar toegekende bedrag jaarlijks aangepast aan de procentuele verandering van het gemiddelde indexcijfer van de consumptieprijzen van het betrokken begrotingsjaar, alsook aan 55 % van de reële groei van het bruto binnenlands product van het betrokken begrotingsjaar, op de wijze als bepaald in artikel 33, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 4. De jaarlijkse dotatie wordt uiterlijk op de eerste werkdag van de maand mei van het betrokken jaar overgeschreven.

§ 5 - Indien de in paragraaf 4 vastgelegde termijn overschreden wordt, heeft de Duitstalige Gemeenschap, na melding van dit feit aan het Waals Gewest, het recht om een lening op te nemen bij een kredietinstelling die voordien in overleg met het Waals Gewest is aangeduid.

Die lening wordt van rechtswege door het Waals Gewest gewaarborgd. De financiële modaliteiten van die lening maken het voorwerp uit van een algemene overeenkomst die op voorhand tussen de regeringen en de betrokken kredietinstelling afgesloten wordt.

De financiële dienst van die lening wordt rechtstreeks gedragen door het Waals Gewest.

**Art. 5.** De rechten en plichten van het Waals Gewest betreffende de aangelegenheden bedoeld in artikel 1, met inbegrip van de rechten en plichten die voortvloeien uit lopende of toekomstige rechtsprocedures, worden overgenomen door de Duitstalige Gemeenschap.

De verplichtingen in verband met de bezoldiging en de werkingskosten van het personeel dat krachtens artikel 3 wordt overgedragen en dat door het Waals Gewest in dienst is genomen vóór de datum waarop de overdracht van kracht wordt, blijven evenwel ten laste van het Waals Gewest.

In geval van geschil kan het Waals Gewest of de Duitstalige Gemeenschap, naargelang van het geval, in het geding tussenkomen of de overheid die zijn/haar rechtsopvolger of rechtsvoorganger is, in het geding roepen.

**Art. 6.** § 1. In gevallen waarin handelingen en werken plaatsvinden aan een onroerend goed dat zich uitstrekt over minstens een gemeente van het Franse taalgebied en minstens een gemeente van het Duitse taalgebied is uitsluitend de wetgeving van het Waals Gewest of van de Duitstalige Gemeenschap van toepassing, naargelang van het geval en overeenkomstig het criterium van de grondinneming.

§ 2 - Als de grondinneming van de handelingen en werken zich uitsluitend op het gebied van een gemeente bevindt, wordt de van toepassing zijnde wetgeving als volgt bepaald:

1° als de gemeente in het Franse taalgebied gelegen is, is uitsluitend de wetgeving van het Waals Gewest van toepassing;

2° als de gemeente in het Duitse taalgebied gelegen is, is uitsluitend de wetgeving van de Duitstalige Gemeenschap van toepassing.

Als de grondinneming van de handelingen en werken zich tegelijk op het gebied van verscheidene gemeenten in verschillende taalgebieden bevindt, wordt de van toepassing zijnde wetgeving als volgt bepaald:

1° als meer dan 50 % van de grondinneming van de handelingen en werken in een gemeente van het Franse taalgebied ligt, is uitsluitend de wetgeving van het Waals Gewest van toepassing;

2° als meer dan 50 % van de grondinneming van de handelingen en werken in een gemeente van het Duitse taalgebied ligt, is uitsluitend de wetgeving van de Duitstalige Gemeenschap van toepassing.

§ 3. In een tussen het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap gesloten samenwerkingsakkoord wordt bepaald:

1° wat onder 'grondinneming' in de zin van dit artikel wordt verstaan;

2° de werkwijze, als de indiening van wijzigingsplannen in de loop van de behandeling gevolgen heeft voor de vaststelling van de van toepassing zijnde wetgeving;

3° de instanties of diensten die om advies moeten worden gevraagd bij de behandeling van de vergunningsaanvraag in de gevallen bedoeld in dit artikel, alsook de nadere regels voor die raadplegingen.

**Art. 7.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2020 voor zover een eensluidend decreet aangenomen door het Waals Parlement ook op die datum in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1353 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 3 mei 2019.

Bespreking.

Stemming.

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/203154]

**Direction générale Relations collectives de travail. — Nomination des membres de la Commission paritaire de l'industrie céramique**

Par arrêté du Directeur général du 24 juin 2019, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

sont nommés membres de la Commission paritaire de l'industrie céramique :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

MM. :

LEMAIRE Michel, à Mons;

DE BRUYCKER Daniel, à Péruwelz;

VLAJCIC Simon, à Bondues (France);

DHONDT Tim, à Gavere;

WILLAIN Bernard, à Gembloux;

FRANSSENS Gerd, à Puurs-Sint-Amands;

CLAESSENS Yannic, à Chastre.

Membres suppléants :

MM. :

DENIS Dominique, à Mons;

LEBAILLY Jean, à Saint-Ghislain;

STAQUET Pierre, à Nivelles;

Mme SPOUSTA Suzanne, à Bredene;

MM. :

MAERTENS Michaël, à Zwevegem;

JANSSEN Godefridus, à Hechtel-Eksel;

Mme ZAJC Anneleen, à Hechtel-Eksel.

2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/203154]

**Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen. — Benoeming van de leden van het Paritair Comité voor het ceramiekbedrijf**

Bij besluit van de Directeur-generaal van 24 juni 2019, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt :

worden benoemd tot leden van het Paritair Comité voor het ceramiekbedrijf :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

De heren :

LEMAIRE Michel, te Bergen;

DE BRUYCKER Daniel, te Péruwelz;

VLAJCIC Simon, te Bondues (Frankrijk);

DHONDT Tim, te Gavere;

WILLAIN Bernard, te Gembloux;

FRANSSENS Gerd, te Puurs-Sint-Amands;

CLAESSENS Yannic, te Chastre.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

DENIS Dominique, te Bergen;

LEBAILLY Jean, te Saint-Ghislain;

STAQUET Pierre, te Nijvel;

Mevr. SPOUSTA Suzanne, te Bredene;

De heren :

MAERTENS Michaël, te Zwevegem;

JANSSEN Godefridus, te Hechtel-Eksel;

Mevr. ZAJC Anneleen, te Hechtel-Eksel.

2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :